

Chambre des Représentants

SESSION 1965-1966

19 AVRIL 1966,

PROPOSITION DE LOI

relative à la valorisation de la fonction publique.

DEVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSRS, EURS,

Une des causes de la dégradation des administrations publiques ainsi que de l'absence de standing de la fonction publique, est certainement que, à plusieurs égards, les agents de l'Etat les plus qualifiés sont défavorisés par rapport à la masse des agents qui ne possèdent pas de qualifications semblables. Cet état de chose apparaît plus clairement encore si l'on compare le statut social de ces agents avec la situation du personnel de qualification identique des entreprises privées.

L'Etat ne paie pas convenablement ceux de ses serviteurs qui sont titulaires de diplômes de l'enseignement supérieur; au contraire, il les décourage profondément en les plaçant, au point de vue de la rémunération, dans les mêmes conditions que le reste de son personnel... En particulier, il ne cherche pas à valoriser les qualifications dans un statut pécuniaire parfaitement adapté aux réalités et dûment équilibré. A cet égard, il faut constater que les traitements des agents de l'Etat ne sont pas assez personnalisés. Cette grave lacune provoque parmi les intéressés une certaine désillusion se manifestant tant dans les départements que dans les services extérieurs.

Aujourd'hui, pour ceux qui désirent faire carrière dans les administrations de l'Etat, il est aussi avantageux d'entrer directement en service après les études moyennes que de passer du temps et dépenser de l'argent à faire des études supérieures avant d'entrer dans la carrière. Un diplômé de l'enseignement moyen, par exemple, petit entrer en service vers 20 ou 21 ans; un diplômé de l'enseignement supérieur ne le peut dans les conditions les meilleures, que vers 25 ou 26 ans. Or, le diplômé de l'enseignement moyen, après 2 ans et 6 mois de service, peut passer une épreuve de confirmation professionnelle, y satisfaire et remplir les conditions de participation à une épreuve d'accès à un grade du niveau auquel sont engagés directement les diplômés de l'enseignement supérieur. Il en résulte qu'il peut facilement se retrouver au même niveau que ces derniers à l'âge où ceux-ci peuvent seulement être recrutés. Dans

Kamer van Volksvertegenwoordigers

:zrITING 1965-1966

19 APRIL 1966.

WETSVOORSTEL

betreffende de valorisatie van het openbaar ambt,

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Tot de oorzaken van het verval der overheidsbesturen en van het gebrek aan standing van het openbaar ambt behoort ongetwijfeld het feit dat de best gevormde rijksambtenaren in verschillende opzichten benadeeld zijn ten opzichte van de massa der personeelsleden die geen dergelijke scholing genoten. Deze stand van zaken blijkt nog duidelijker wanneer men het sociaal statuut van die ambtenaren vergelijkt met de toestand van het personeel met dezelfde vorming in de particuliere ondernemingen.

De Staat keert geen behoorlijke bezoldiging uit aan diegenen onder zijn dienaren die houdere zijn van een diploma van hoger onderwijs; integendeel: hij ontmoedigt hen helemaal door hen, inzake bezoldiging, op dezelfde voet te plaatsen als zijn overige personeelsleden. Meer in het bijzonder tracht hij niet de vorming te valorisieren met een volkomen aan de werkelijkheid aangepaste wedderegeling die tevens een behoorlijk evenwicht vertoont. In dit verband moet wel worden vastgesteld dat de wedden van het rijkspersoneel niet genoegzaam zijn gepersonaliseerd. Deze grote leernte verwekt bij de betrokkenen ontgocheling, die zowel in de departementen als in de buitendiensten tot uiting komt.

Wie carrière wenst te maken in de rijkshesturen heeft er heden ten daqe even veel voordeel bij onmiddellijk na de voltooiing van zijn middelbare studie in dienst te treden als tijd en geld te besteden aan hogere studie vooraleer de loopbaan aan te vangen. Een gediplomeerde uit het middelbaar onderwijs bij voorbeeld kan in dienst treden omstreeks de leeftijd van 20 of 21 jaar: een gediplomeerde uit het hoger onderwijs kan dat in het gunstigste geval pas op 25- of 26-jarige leeftijd. De gediplomeerde uit het middelbaar onderwijs nu kan na twee jaar en zes maanden dienst een examen tot vaststelling van de beroepsbekwaamheid afleggen, daarin slagen en aldus voldoen aan de vereiste voorwaarden voor deelneming aan een examen voor toegang tot een graad van het niveau waarop de gediplomeerden van het hoger onderwijs rechtstreeks aangeschreven worden. Het gevolg hiervan is dat hij gemakkelijk hetzelfde niveau

ce cas, il bénéficiera d'ailleurs d'avantages pécuniaires plus intéressants puisque ses années de service antérieures seront bonifiées dans le traitement afférent à son nouveau grade. En outre, il ne subira pas le manque à gagner qui est le lot des porteurs de diplômes de l'enseignement supérieur pendant la durée de leurs études.

Il faut noter aussi que les porteurs de diplômes de candidat prévus par les lois coordonnées sur la collation des grades académiques sont mis, au point de vue traitement, sur le même pied que les diplômés de l'enseignement moyen, alors que cependant les études faites sont plus importantes et plus longues.

De même, les porteurs de plusieurs diplômes d'enseignement supérieur ne voient pas leur situation pécuniaire établie différemment de celle de ceux, qui ne possèdent qu'un seul diplôme de cet enseignement. Pourtant, leur formation et leurs qualifications atteignent incontestablement un niveau plus élevé.

Il faut souligner enfin qu'en ce qui concerne la hiérarchie des grades dans les administrations de l'Etat, il existe souvent, entre des grades de même niveau et de même rang, des discriminations d'accès, établies en raison de la nature des fonctions à exercer. Dans certains cas, un diplôme de l'enseignement supérieur est une condition d'accès au grade; dans d'autres cas, il ne l'est pas. Ainsi, un secrétaire d'administration dans un service du personnel, par exemple, ne devra être porteur d'aucun diplôme d'enseignement supérieur, tandis qu'un secrétaire d'administration dans un service juridique devra être porteur du diplôme de docteur en droit. Il n'y aura néanmoins pas de différences dans les modalités de détermination de la rémunération des intéressés, le traitement du premier étant calculé exactement selon des règles identiques au calcul du traitement du second.

Toutes les anomalies relevées ci-dessus font que la qualification des agents de l'Etat n'est pas suffisamment encouvrée. Ces anomalies engendrent, au surplus, des situations iniques car il n'est pas juste de calculer les rémunérations sans tenir compte d'autres éléments que celui du grade dans l'administration et de tenir ainsi pour rien la qualification acquise par les études supérieures.

En réalité, le statut pécuniaire actuellement en vigueur dans les administrations de l'Etat apparaît, sous bien des angles, comme un système destiné avant tout à opérer dans les rémunérations, un nivellement hautement préjudiciable à la formation et à la qualification.

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que l'Etat éprouve de plus en plus de difficultés à recruter du personnel qualifié et de valeur, ainsi que l'a encore récemment montré le rapport du Secrétaire permanent à l'Recrutement pour l'année 1963 (voir *Moniteur belge* du 22 décembre 1964). Selon ce rapport, depuis 1956, il existe une déficience croissante, tant en qualité qu'en quantité, du recrutement à tous les emplois de l'Etat. En dépit de la revalorisation des fonctions à laquelle il a déjà procédé jusqu'ici, l'administration n'a pas été à même de soutenir la concurrence très forte du secteur privé dans le domaine du recrutement. Le rapport ajoute qu'il importe de remédier d'urgence, par tous les moyens adéquats, à cette situation critique, qui revêt un caractère de plus en plus inquiétant et qui est de nature à mettre en danger, dans un avenir rapproché, le bon fonctionnement des administrations de l'Etat.

Si cela continue, bientôt, on ne trouvera plus de candidats valables disposés à faire carrière dans les administrations de l'Etat.

Jusqu'à présent, on ne s'était pas aperçu de cette désaffection profonde des éléments qualifiés et de valeur pour la fonction publique. Fort heureusement, sa lente détérioration vient enfin d'appeler aux yeux de tous. La récente revalorisation

peut être reléguée comme la dernière mentionnée, sur laquelle il est difficile de faire porter la responsabilité. En effet, ces dernières années, les administrations ont connu de nombreux changements administratifs et organisationnels, qui ont entraîné des modifications dans les conditions de travail et dans les responsabilités exercées. Ces modifications ont souvent été accompagnées de changements dans les critères de sélection et de promotion, qui peuvent être interprétés comme une diminution de la valeur intrinsèque des emplois administratifs.

Il est également à noter que les conditions de travail dans les administrations ont connu de nombreux changements, notamment en ce qui concerne les horaires de travail, les congés payés et les avantages sociaux. Ces modifications ont souvent été accompagnées de changements dans les critères de sélection et de promotion, qui peuvent être interprétés comme une diminution de la valeur intrinsèque des emplois administratifs.

Enfin, il est à noter que les conditions de travail dans les administrations ont connu de nombreux changements, notamment en ce qui concerne les horaires de travail, les congés payés et les avantages sociaux. Ces modifications ont souvent été accompagnées de changements dans les critères de sélection et de promotion, qui peuvent être interprétés comme une diminution de la valeur intrinsèque des emplois administratifs.

Teri slotte dient in verband met de hiérarchie van de graden in de rijksbesturen te worden onderstreept dat voor de toegang tot graden van hetzelfde niveau en dezelfde rang dikwijls discriminatoire regels gelden, die zijn vastgesteld op grond van de aard van het uit te oefenen ambt. In bepaalde gevallen is een diploma van het hoger onderwijs vereist voor de toegang tot de graad; in andere gevallen niet. Zo moet b.v. een bestuurssecretaris in een personeelsdienst niet houder zijn van een diploma van het hoger onderwijs, terwijl een bestuurssecretaris in een juridische dienst houder moet zijn van het diploma van doctor in de rechten. Nochtans bestaat er geen verschil in de regels voor de vaststelling van de wedde der betrokkenen: de wedde van eerstgenoemde wordt precies volgens dezelfde regels berekend als die welke voor de berekening van de wedde van laatstgenoemde gelden.

Liif al de hiervoren aangehaalde anomalieën blijkt dat de scholing van de rijksambtenaren niet voldoende wordt aangemoedigd. Bovendien geven die anomalieën aanleiding tot onbillijke toestanden, want het is onrechtvaardig de wedden te berekenen zonder rekening te houden met andere factoren dan de graad in het bestuur, en de dank zij hogere studies verworven bekwaamheid te veronachtzamen.

In feite komt het in het rijksbestuur thans vigerende geldelijk statuut voor als een regeling die vooral ten doel heeft de wedden te vervangen, wat hoogst nadelig is ten aanzien van scholing en bekwaamheid.

Derhalve is het niet te verwonderen dat de Staat steeds meer moeilijkheden ondervindt om bekwaam en waardevol personeel aan te werven, zoals onlangs nog is aangetoond in het verslag van de Vaste Wervingssecretaris voor het jaar 1963 (zie *Belgisch Staatsblad* van 22 december 1964). Volgens dit verslag bestaat er sedert 1956 een stijgende ontoereikendheid, zowel in kwantiteit als in kwaliteit, van de werving voor betrekkingen in de rijksbesturen. Ondanks de tot op heden doorgevoerde herwaardering van de functies was het Bestuur niet in staat het hoofd te bieden aan de zeer sterke concurrentie van de particuliere sector op het gebied der aanwerving. Het verslag voegt eraan toe dat er dringend, en met alle gepaste middelen, dient te worden voorzien in deze kritieke toestand, die steeds onrustwekkender wordt en van aard is om, in een nabije toekomst, de goede werking van de rijksbesturen in gevaar te brengen.

Als dit zo verder gaat, zal men weldra geen geschikte kandidaten meer vinden die ertoe bereid zijn een loopbaan in de rijksbesturen te beginnen.

Tot voor kort had men er zich geen rekenschap van gegeven dat de bekwaam en waardevolle krachten zo afkerig worden van het openbaar ambt. Gelukkig is het langzaam verval nu voor iedereen duidelijk geworden. De

risation a sans doute mis un frein à cette détérioration continue par des dispositions qui marquent certainement d'être sauvées avec objectivité. Mais, il est clair que la méthode suivie est restée empirique, parce que basée sur les vieux errements du passé.

Dans la récente revalorisation, on a substitué à des barèmes anciens, des barèmes nouveaux plus généreux. Cette revalorisation s'est faite globalement, sans analyse préalable des réalités, de telle sorte que tous les agents ont reçu des avantages équivalents, quelles que fussent leur formation et leurs qualifications. Malgré son nom, la revalorisation des traitements n'a pas entraîné une réelle valorisation de la Fonction publique. En effet, dans l'aménagement des barèmes nouveaux, les seuls éléments qui ont été pris en considération sont le grade hiérarchique et l'ancienneté de service. On n'a pas eu égard à la formation ni aux qualifications.

Quelques questions ont été posées au Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique du gouvernement précédent au sujet de l'un des aspects du problème, celui de la valorisation des diplômes supplémentaires dont sont porteurs les agents de l'Etat recrutés en fonction d'un diplôme déterminé (voir questions n° 103 et 152 des 5 mai et 14 juillet 1964 et n° 2 du 10 novembre 1964; bulletin des questions et réponses n° 26 du 26 mai 1964, p. 1014, n° 35 du 11 août 1964, p. 1461 et n° 1 du 1er décembre 1964, p. 14). Les réponses à ces questions ont toujours, semble-t-il, visé à éviter le véritable problème; elles se sont généralement bornées à fournir des renseignements généraux sur les idées qui ont présidé à l'adoption de certaines règles positives du statut pécuniaire actuellement en vigueur. Il semble se dégager de ces réponses que l'on ait peine à prendre conscience du problème et à l'examiner au fond; il semble qu'on ne veuille pas lui trouver de solution immédiate.

C'est pourquoi, en définitive, la présente proposition de loi est déposée. Elle a pour but de faire un pas de plus dans la valorisation de la fonction publique et de régler équitablement le sort des agents de l'Etat, porteurs d'un ou de plusieurs diplômes ou certificats de fin d'études d'enseignement supérieur,

La proposition de loi vise à individualiser et à personnaliser dans une certaine mesure le système de rémunérations des agents de l'Etat. Elle fait reposer leur rémunération sur un ensemble d'éléments parmi lesquels figure en bonne place la qualification individuelle. Elle ne tend pas à bouleverser de fond en comble le statut pécuniaire actuellement en vigueur, mais, conçue de façon à serrer les réalités de plus près et tendant en fin de compte à l'efficacité, elle aménage dans un sens favorable la carrière pécuniaire des agents les plus formés et les plus qualifiés. Son objectif essentiel est de valoriser la compétence et d'assurer un juste et sain équilibre entre le niveau de la rémunération et le niveau de la formation et des qualifications.

Le système de la proposition ne se heurte à aucun obstacle de principe; il suffit de vouloir en faire l'application.

Adoptées, les mesures que prévoit la présente proposition, tout en n'étant pas très onéreuses pour le Trésor: a) encourageraient la qualification et la formation au sein des administrations de l'Etat; b) mettraient un frein à la déficience qualitative et quantitative du recrutement; c) assureraient l'équilibre d'un système de rémunération basée sur les règles objectives actuelles, mais tempéré en même temps par la personnalisation de la rétribution; d) supprimeraient le caractère injuste et inéquitable de la situation actuelle.

recente herwaardering heeft ongetwijfeld de voortdurende achteruitgang afgeremd door bepalingen die men objectief moet toejuichen. Doch het is duidelijk dat de gevolgde methode empirisch gebleven is omdat zij berust op de vroegere opvattingen.

Bij de recente herwaardering heeft men de oude weddeschalen vervangen door nieuwe en aanlokkelijkere weddeschalen. Deze herwaardering geschiedde op een globale wijze, zonder voorafgaande ontleding van de realiteit. zodat alle personeelsleden ongeacht hun vorming en scholing, gelijkwaardige voordelen bekwamen. Ondanks de naam die eraan gegeven werd, heeft de herwaardering van de wedden geen echte valorisatie van het openbaar ambt meegebracht. Bij de uitwerking van de nieuwe weddeschalen waren de hiërarchische graad en de dienstinstinctie de enige factoren waarne rekening werd gehouden. Noch met de vorming noch met de scholing werd rekening gehouden.

Vragen werden gesteld aan de Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt in de vorige regering over een bepaald aspect van het vraagstuk: dat van de valorisatie van de bijkomende diplomas waarvan de personeelsleden van de Staat, die op grond van een bepaald diploma zijn aangeworven, houder zijn (zie vragen n° 103 en 152 van 5 mei en 14 juli 1964 en n° 2 van 10 november 1964; Bulletin van vragen en antwoorden n° 26 van 26 mei 1964, blz. 1014; n° 35 van 11 augustus 1964, blz. 1461 en n° 1 van 1 december 1964, blz. 14). De antwoorden op die vragen gaven telkens de indruk dat zij de kern van het vraagstuk trachten te ontwijken: over 't algemeen verstrekt zij alleen maar algemene inlichtingen over de ideeën waarvan men is uitgegaan voor het aannemen van sommige positieve regelen van het thans vigerende geldelijk statuut. Uit die antwoorden kan men afleiden dat men moeite heeft om dit vraagstuk te beslechten en het ten gronde te onderzoeken; men krijgt de indruk dat men er geen onmiddellijke oplossing wil voor vinden.

Daarom werd uiteindelijk dit wetsvoorstel ingediend. Het heeft tot doel een verdere stap te zetten op de weg naar de valorisatie van het openbaar ambt en op billijke wijze de toestand te regelen van de personeelsleden van de Staat die houder zijn van één of meer einddiplomas of quaatschriften van hoger onderwijs.

Het wetsvoorstel strekt ertoe de wedderegeling voor het rijkspersoneel een enigszins individueel en persoonlijk karakter te geven. Het baseert hun bezoldiging op een aantal gegevens, waaronder de persoonlijke en bekwaamheid een belangrijke plaats bekleedt. Het beoogt niet het thans van kracht zijnde geldelijk statuut onder te werpen, doch met het oog op nauwere overeenstemming. Illet de werkelijkheid en om uiteindelijk meer efficiency te bereiken, roept het in gunstige zin de geldelijke loopbaan van de best gevormde en bekwaamste ambtenaren. Het hoofddoel is de bevoegdheid te valoriseren en eenhillijk en gezond evenwicht tot stand te brengen tussen het niveau van de bezoldiging en het niveau van de vorming en de bekwaamheid.

Het voorgestelde systeem stuit op geen enkel principieel bezwaar: het volstaat dat men bereid is het in toepassing te brengen.

Het aannemen van de maatregelen wamin dit voorstel voorziet, zou, zonder zware lasten voor de Schatkist mede te brengen: a) de bekwaamheid en de vorming; b) de rijkswesturen aanmoedigen; c) het dalen van het kwalitatieve en kwantitatieve peil der recruting stop zetten; d) bet evenwicht bewerkken van een bezoldigingsregeling die steunt op de thans geldende objectieve regelen, maar tevens geringerd is door het verlenen van een persoonlijk karakter aan de bezoldiging; d) een einde maken aan de onrechtvaardiging.

qui méconnaît la formation et les qualifications et ne les valorise point.

L'importance de plus en plus grande que l'administration est appelée à prendre exige qu'elle, puisse disposer d'éléments d'élite. Pour y parvenir, il faut s'attaquer résolument aux conditions de rémunération des agents de l'Etat. C'est le but poursuivi par la présente proposition de loi dans l'intérêt même de la fonction publique.

Au demeurant, elle répond, en tous points, au vœu formulé par notre ancien Ministre cie l'Intérieur et de la Fonction publique, dans une brochure diffusée le 10 mai 1965 :

« ... : si la nécessité de garantir un minimum de rétribution vraiment décent à l'agent le moins qualifié doit de toute manière être pleinement reconnue; si la nécessité d'adapter périodiquement et à temps la masse des rétributions à l'évolution économico-sociale et générale ne peut raisonnablement être contestée: il semble cependan que le moment soit venu de pratiquer une politique plus fine, plus sélective au profit des agents de tous les niveaux qui possèdent les spécialisations, les qualifications ou les aptitudes à la gestion, les plus aptes à influencer de façon décisive l'accroissement permanent et accéléré de la production dans la fonction publique; - Cette politique plus sélective est justifiée par l'impérieuse nécessité d'accroître la productivité des services publics. »

Analyse des articles.

, Article premier.

Cet article établit le principe de l'allocation d'une majoration annuelle de traitement aux agents de l'Etat, porteurs d'un ou plusieurs diplômes ou certificats de fin d'études supérieures.

Le principe est déjà amplement justifié par les considérations émises dans les développements qui précèdent. Les administrations de l'Etat ont tout intérêt à disposer d'agents possédant l'instruction la plus large pour remplir efficacement leur rôle. Le complément de formation générale résultant d'études supérieures est un acquis intéressant. Au surplus, les études supérieures, quelles qu'elles soient, offrent une utilité immédiate du point de vue professionnel.

Ajoutons encore qu'il est juste de voir dans de bonnes études supérieures une présomption de capacité. C'est à raison de cette présomption que le projet accorde un avantage pécuniaire supplémentaire aux agents de l'Etat qui ont fait de telles études. C'est là reconnaître l'utilité qu'il y a pour les administrations de l'Etat à s'assurer le concours d'agents ayant reçu la meilleure formation possible. C'est aussi accorder à ceux qui ont fait des études supérieures une équitable compensation des efforts qu'ils ont fournis et de la perte d'ancienneté qu'ils éprouvent par rapport à leurs collègues qui, entrés plus jeunes en service, ont, certes, acquis plus tôt qu'eux les connaissances pratiques nécessaires, mais n'ont pas, au préalable, donné à leur formation générale et professionnelle une base aussi large et aussi solide.

Il n'y a, dans le principe, rien qui soit de nature à assurer un privilège à une classe sociale au détriment d'une autre. Aujourd'hui, les élèves des écoles supérieures et des universités appartiennent à tous les milieux et les bienfaits d'une instruction supérieure ne sont pas l'apanage exclusif de certains privilégiés. Il ne doit pas y avoir matière à [lou-

dlheid en de onbillijkheid die de huidige toestand kenmerkt wegens de misknning en het niet valoriseren van de vorming en de bekwaamheid.

Daar het Bestuur een steek belangrijker rol te vervullen krijgt, moet het over eersterangsambtenaren kunnen beschikken. Om daartoe te komen, moet het bezoldigingsprobleem van liet rijkspersoneel krachtig worden aangepakt. Het onderhavig voorstel tracht dit te doen in het belang van het openbaar ambt.

Het beantwoordt overigens in alle opzichten aan de werks die door onze voormalige Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt werd geformuleerd in een brochure die op 10 mei 1965 werd verspreid :

« ... : hoewel de noodzaakelijkheid om ook de minst bevoegde ambtenaren een menswaardige bezoldiging te verzekeren in elk geval moet worden erkend: hoewel de noodzaakelijkheid om periodisch en tijdig de globale bezoldigingen aan te passen aan de economisch-sociale evolutie logischerwijze niet kan worden betwist, schijnt het ogenblik nochtans te zijn aangebroken om een beter eengepaste, een meer selectieve politiek te voeren ten gunste !Jan de embtenaren !Jan alle niveaus die de specielsetie, de bevoegdheden en geschiktheid tot besturen bezitten, die het meest geschikt zijn om de bestendige en uersnelde productieverhoging in het openbaar ambt of beslissende wijze te beïnholoeden: ... - Deze meer selectieve politiek is verantwoord door de dwingende behoefte aan produktiviteitsverhoging van de openbare diensten. »

Toelichting van de artikelen.

Eerste artikel...

Dit artikel stelt het beginsel van de toekenning van een jaarlijkse weddotoeslag aan de riksambtenaren die houder zijn van één of meer einddiploma's of -certificaten van hogere studies.

Dit beginsel is al ruimschoots verantwoord door de in vorenstaande toelichting geformuleerde overwegingen. De overheidsbesturen hebben er alle belang bij te beschikken over ambtenaren die een zo ruim mogelijk onderricht hebben genoten om hun taak doeltreffend te vervullen. De verruiming van de algemene ontwikkeling als gevolg van hogere studies is een interessante verworvenheid. Bovendien leveren om het even welke hogere studies onmiddellijk nut op uit een professionele oogpunt.

Laten wij er nog aan toevoegen dat het billijk is uit goede hogere studies een vermoeden van bekwaamheid af te leiden. Wegens dit vermoeden wordt in dit voorstel een bijkomend geldig voordeel toegekend aan de riksambtenaren die dergelijke studies hebben gedaan. Daarnaast wordt erkend dat het voor de overheidsbesturen nuttig is de medewerking te bekomen van ambtenaren met de best mogelijke opleiding. Tevens krijgen degenen die hogere studies hebben gedaan, aldus een billijke vergoeding voor de gedane moeite en de achterstand inancienniteit tegenover hun collega's die jonger in dienst zijn getreden en weliswaar vroeger dan zij de nodige praktische kennis hebben opgedaan, maar vooraf niet hebben voorzien in een zo ruime en stevige basis voor hun algemene en professionele opleiding.

Dit principe bevat hoegenaamd niets waardoor een bepaalde sociale stand kan worden bevoorrecht ten opzichte van een andere. Heden ten dage behoren de studenten aan de hogere scholen en universiteiten tot alle milieus, en de voordelen van het hoger onderwijs zijn nieuw uitsluitend weggelegd voor sommige bevoorrechten. Ons voorstel mag bij

sie, ni à déception de la part des autres agents de l'Etat; il n'y a que le maintien d'une égalité réelle entre les titres et les avantages,

Visant *expressis verbis* « les agents de l'Etat », c'est-à-dire les agents de l'Etat au sens de l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, l'article 1^{er} écarte du champ d'application de la proposition de loi, les urgents stagiaires et les agents temporaires.

Les agents stagiaires sont écartés en tenant compte que les diplômes ou certificats de fin d'études ne donnent naissance qu'à une présomption de capacité qui doit être confirmée à l'issue du stage pour être valorisée selon les dispositions de la proposition,

Quant aux agents temporaires, il ne paraît pas opportun de leur octroyer les avantages supplémentaires prévus au point de vue pécuniaire. Normalement, l'Etat ne doit pas se les attacher définitivement, puisqu'en principe ils ne peuvent être recrutés que pour des travaux exceptionnels et temporaires.

Il convient de signaler l'allouer une majoration de traitement aux agents de l'Etat porteurs de diplômes ou certificats de fin d'études d'enseignement supérieur, ne constitue pas en soi une véritable innovation. Le principe d'une telle majoration existe déjà, en effet, dans le statut pécuniaire du personnel appartenant des forces armées et dans celui du personnel de la gendarmerie (voir les arrêtés royaux des 9 avril 1952). La présente proposition s'inspire d'ailleurs partiellement de ces textes.

Il faut noter également qu'il existe certains statuts pécuniaires provinciaux ou communaux, prévoyant l'octroi de majorations de traitement pour diplômés (voir notamment à ce sujet la question parlementaire n° 115 du 6 avril 1965 posée par M. Terwagne au Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique dans le Bulletin des questions et réponses, Chambre, n° 22, 1964-1965, p. 765).

Art. 2.

L'article 2 a pour objet de déterminer les modalités d'application du principe repris à l'article premier. Il n'exige pas de longues explications.

Tout diplôme ou certificat de fin d'études d'enseignement supérieur donne droit à des bonifications dans le calcul de la majoration de traitement. Ces bonifications sont calculées à raison de 2 000 F par année d'études exigée pour l'obtention du diplôme ou certificat.

La somme de 2 000 F paraît un chiffre raisonnable, ni trop important, ni trop peu élevé.

Dans l'exécution pratique du système, il n'y aura aucune difficulté; il est prévu que les diplômes ou certificats à prendre en considération sont ceux visés par la loi sur la protection des titres d'enseignement supérieur. Il n'y aura donc pas d'exclusives: même les ingénieurs techniciens bénéficieront des avantages de la proposition.

Sont visés également les diplômes ou certificats de fin d'études délivrés à l'étranger, si la loi ou une convention internationale les reconnaissent équivalents à ceux visés par la loi sur la protection des titres d'enseignement supérieur.

Pour gouverner, la protection des titres d'enseignement supérieur est actuellement réglée par la loi du 11 septembre 1933. Il est évident que la référence à cette législation comporte toutes les modifications qu'elle a subies à ce jour et toutes celles qu'elle subira dans l'avenir.

Evidemment, le cumul de bonifications résultant de plusieurs diplômes ou certificats de fin d'études est prévu. Ce cumul trouve sa justification dans l'économie même de la

hét overige rijkspersoneel geen aanleiding geven tot afgunst of teleurstelling: het gaat hier slechts om het behoud van een echte gelijkheid tussen titels en voordelen.

Het eerste artikel vermeldt *expressis verbis* «de leden van het rijkspersoneel», d.w.z. de rijksambtenaren als bedoeld in artikel I van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 betreffende het statuut van het rijkspersoneel. zodat de staqairs en de tijdelijke personeelsleden worden uitgesloten van het toepassingsgebied van het wetsvoorstel.

De stagiairs worden uitgesloten omdat de einddiploma's of -getuigschriften slechts een vermoeden van bekwaamheid doen ontstaan dat door de stage moet worden bevestigd met het oog op valorisatie volgens de bepalingen van het voorstel.

Wat de tijdelijke personeelsleden betreft, achten wij het niet wenselijk hun de voorgestelde bijkornende geldelijke voordelen toe te kermen. Normaal moet de Staat deze personeelsleden niet definitief in dienst nemen, daar zij principieel slechts voor buitengewone en tijdelijke taken kunnen aangeworven worden.

Er zij op gewezen dat de toekenning van een weddetoezag aan de rijksambtenaren die houder zijn van een einddiploma of -getuigschrift van hoger onderwijs op zichzelf geen echte nieuwheid is. Het beginsel van een dergelijke bijslag is immers al opgenomen in het geldelijk statuut van het weddetrekend personeel der krijgsmacht en in dat van het personeel der rijkswacht (zie de koninklijke besluiten van 9 april 1952). Dit wetsvoorstel steunt overigens gedeeltelijk op die teksten,

Er valt verder aan te stippen dat er in sommige provinciale of gemeentelijke geldelijke statuten in de toekenning van een weddebijslag voor diploma's wordt voorzien (in dit verband o.a. de parlementaire vraag n° 115 van 6 april 1965, door de heer Terwagne gesteld aan de Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt in het Bulletin van vragen en antwoorden, Kamer, n° 22, 1964-1965, blz. 765).

Art. 2.

Artikel 2 bepaalt de modaliteiten van uitvoering van het in het eerste artikel gestelde beginsel. Het behoeft geen lange uitleg.

Elk einddiploma of -getuigschrift van hoger onderwijs geeft recht op bijslag bij de berekening van de weddetoezag. Deze bijslagen worden berekend naar rata van 2 000 F per jaar studie dat vereist is voor het behalen van het diploma of getuigschrift.

Het bedrag van 2 000 F lijkt ons redelijk: noch te hoog noch te laag.

De praktische uitvoering van het systeem zal geen moeilijkheden opleveren: de tekst bepaalt dat de in aanmerking te nemen diploma's of getuigschriften die zijn welke bedoeld zijn in de wet op de bescherming der titels van hoger onderwijs, Er zullen dus geen exclusieve regelen gelden: zelfs de technische ingenieurs zullen de in het voorstel bedoelde voordelen genieten.

De in het buitenland uitgereikte einddiploma's of -getuigschriften komen ook in aanmerking indien zij bij de wet of een internationale overeenkomst gelijkgesteld worden met die welke in de wet op de bescherming der titels van hoger onderwijs bedoeld zijn.

Ter inlichting zij vermeld dat de bescherming der titels van hoger onderwijs thans bij de wet van 11 september 1933 is geregeld. Wanneer wij naar die wetgeving verwijzen, moet natuurlijk rekening worden gehouden met alle wijzigingen welke er tot nog toe in zijn aangebracht en in de toekomst aangebracht zullen worden.

Vanzelfsprekend wordt voorzien in de cumulatie van bijslagen ingevolge het bezit van verschillende einddiploma's of -getuigschriften. De verantwoording van deze cumulatie

proposition qui a pour objectif, essentiel d'encourager et de valoriser la formation et la qualification des agents de l'Etat. Pour éviter toute contestation, il paraît nécessaire de le mentionner expressément.

Art. 3.

Les avantages accordés risqueraient de devenir rapidement illusoires si la majoration de traitement n'était pas tachée aux fluctuations de l'indice général des prix de détail. L'article 3 a pour but de régler cette question sans équivoque,

Art. 4.

Il est prévu que la loi produirait ses effets au 1^{er} juillet 1966. Cela paraît nécessaire, étant donné qu'il devient urgent de porter remède à la situation actuelle.

Certes, la loi aurait pour conséquence d'entrainer une augmentation de dépenses. Mais cette augmentation de dépenses, autre qu'elle ne serait pas démesurée, est dûment justifiée sur le plan de l'opportunité. L'effort financier exigé par la proposition serait largement compensé par les avantages que comporte pour le pays un aménagement adéquat du statut pécuniaire de la fonction publique.

ligt in de opzet zelf van het voorstel, dat hoofdzakelijk beoogt de vorming en de scholing van de rijksofficieren aan te moedigen en te valoriseren. Om alle mogelijke betwisting te vermijden, oordelen wij het nodig dit uitdrukkelijk te vermelden.

Art. 3.

De toegekende voordelen zouden spoedig denkbeeldig kunnen worden als de weddotoeslag niet gekoppeld is aan de schommelingen van het algemeen indexcijfer van de kleinhandelsprijsen. Artikel 3 heeft tot doel dit punt op ondubbelzinnige wijze te regelen.

Art. 4.

Er wordt bepaald dat de wet uitwerking zal hebben op 1 juli 1966, daar het dringend nodig is dat de huidige toestand wordt verbeterd.

De wet zou voorzeker een verhoging van de uitgaven meebrengen. Doch die verhoging van de uitgaven zou niet buitensporig zijn en is bovendien ten volle verantwoord uit een oop punt van opportunitet. De door het voorstel vereiste Financiële inspanning zou ruimschoots vergoed worden door de voordelen die een geschikte aanpassing van het geldelijk statuut van het openbaar ambt voor het land zou opleveren.

A. SAINTRAINT.

PROPOSITION DE LOI

Article premier.

Les agents de l'Etat, porteurs d'un ou de plusieurs diplômes ou certificats de fin d'études d'enseignement supérieur, bénéficiant d'une majoration annuelle de traitement calculée selon les règles prévues à l'article 2 de la présente loi.

Art. i.

Tout diplôme ou certificat de fin d'études d'enseignement supérieur donne droit à une bonification de 2 000 F par année d'études exigée pour l'obtention de ce diplôme ou certificat.

Sont pris en considération pour l'octroi des bonifications:

1^o tous les diplômes et certificats de fin d'études visés par la loi sur la protection des titres d'enseignement supérieur;

2^o les diplômes et certificats de fin d'études délivrés à l'étranger et reconnus, en vertu d'une loi ou d'une convention internationale, et comme équivalents à ceux repris au 1^o.

Lorsqu'un agent est porteur de plusieurs diplômes ou certificats de fin d'études d'enseignement supérieur, il cumule les bonifications qui résultent de chacun d'eux aux termes du présent article.

Art. 3.

La majoration de traitement visée à l'article 1^o est liée aux fluctuations de l'indice général des prix de détail du

WETSVOORSTEL

Artikel 1.

De leden van het rijkspersoneel die houder zijn van één of meer einddiploma's of -getuigschriften van hoger onderwijs bekomen een jaarlijkse weddotoeslag die berekend wordt volgens de in artikel 2 van deze wet bepaalde regels.

Art. 2.

Ieder einddiploma of -getuigschrift van hoger onderwijs heeft recht op een bijslag van 2 000 F per jaar studie dat vereist is voor het bekomen van dat diploma of getuigschrift.

Voor de toekenning van de bijslagen worden in aanmerking genomen:

1^o alle einddiploma's en -getuigschriften als bedoeld in de wet op de bescherming der titels van hoger onderwijs,

2^o de einddiploma's en -getuigschriften, in het buitenland afgeleverd, op grond van een wet of van een internationale overeenkomst, als gelijkwaardig erkend met die onder 1^o.

Wanneer een ambtenaar houder is van verscheidene einddiploma's of -getuigschriften van hoger onderwijs, cumuleert hij de bijslagen die op grond van dit artikel aan elk ervan verbonden zijn.

Art. 3.

De in het eerste artikel bedoelde weddotoeslag is gekoppeld aan de schommelingen van het algemeen indexcijfer

Royaume. conformément aux modalités fixées par la loi du 12 avril 1960 unifiant les divers régimes de liaison à l'indice des prix de détail.. Cette majoration est rattachée à l'indice 110.

Art.. 4.

La présente loi produit ses effets le 1^{er} juillet 1966.

14 octobre 1965.

der kleinhandelsprisen van het Rijk, overeenkomstig de modaliteiten als bepaald door de wet van 12 april 1960 tot eenmaking van de verschillende stelsels van koppeling aan het indexcijfer der kleinhandelsprijsen. De toeslag is gekoppeld aan het indexcijfer 110.

Art.. 1.

Deze wet heeft uitwerking op 1 juli 1966.

11 oktober 1965.

A. SAINTRAINT.

